Compte-rendu – Manifestation Nuisances Aériennes 10.11.15

- **Déclaration de la Convergence associative faite en préambule de l'intervention des élus devant les conseillers du Ministère, puis devant les présents au rassemblement**

L'Île-de-France, dix fois plus peuplée que les autres régions, concentre déjà 60 % du trafic aérien national.

Deux des principaux aéroports, Paris-Orly situé à 14 km du centre de la capitale, et Paris-Le Bourget, sont enclavés dans des zones à très forte densité de population. Paris-Charles-de-Gaulle, ouvert en 1974, a certes été implanté à 22 km du centre de Paris mais l'orientation de ses pistes entraîne le survol des zones les plus peuplées du Val d'Oise et au-delà, ce qui fait que le nombre de personnes survolées par le trafic de Roissy en dessous de 3 000 mètres, dépasse largement le nombre de personnes survolées par le trafic d'Orly (Etude IAURIF).

Les plans d'exposition au bruit ne jouent pas leur rôle et n'évitent pas l'installation de populations nouvelles, y compris en zone C où les contraintes d'urbanisme sont censées être fortes. On constate même une augmentation plus forte sous PEB que la moyenne de la région. Les PEB ne sont pas non plus représentatifs de l'ensemble des territoires où les nuisances sonores sont fortement ressenties par les populations.

A cela, rajoutons les 21 autres plates-formes de la région qui génèrent plus de mouvements qu'Orly, Roissy et le Bourget réunis. Et enfin Beauvais-Tillé, dit « Paris-Beauvais » qui constitue la plate-forme low cost de la région parisienne et dont le trafic vient complexifier la gestion de l'espace aérien francilien.

Les méfaits des nuisances aériennes sonores et atmosphériques sur la santé et la qualité de vie de plusieurs millions de franciliens sont clairement démontrés par de nombreuses études épidémiologiques, ainsi que le coût généré pour la collectivité. Nous estimons que les aéroports franciliens sont à un niveau de trafic qui dépasse le seuil de saturation environnementale.

Or la menace d'augmentation du trafic aérien en Île-de-France est une conséquence prévisible du doublement annoncé du trafic mondial pour 2030, corroborée par les investissements d'ADP prévus dans son Contrat de Régulation Economique 2016-2020, ainsi que par les carnets de commande des constructeurs d'avions. Si rien n'est entrepris, à Paris-CDG et Paris-Le Bourget, une augmentation du nombre de vols sera inéluctable, et Paris-Orly pourrait voir son couvre-feu et son plafonnement en nombre de créneaux remis en cause. Plus globalement, la politique aéroportuaire du pays se résume en une gestion à saturation des capacités existantes.

Les élus et les associations d'environnement et de défense des riverains que nous représentons, s'interrogent sur les mesures passées prises dans l'intérêt de l'environnement et des populations survolées : des mesurettes dont le bénéfice a été annihilé par l'augmentation globale du nombre de mouvements d'avions.

L'état des lieux est plutôt inquiétant : la politique de lutte contre les nuisances aériennes connaît un net recul. Celui-ci est dû à une absence de mesures, voire à différentes mesures négatives prises depuis 2012.

Aucune mesure efficace de réduction de la pollution du trafic aérien n'est prévue dans le cadre du respect de la directive européenne sur la qualité de l'air.

Au sujet de l'élaboration des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des grands aéroports franciliens, les plans d'actions à 5 ans rédigés par la DGAC pour l'Etat français ne répondent pas à la directive européenne 2002/49 CE, puisqu'ils ne contiennent aucune mesure susceptible de réduire ou de prévenir le bruit dans l'environnement dans les zones exposées à un dépassement des normes de bruit aérien.

Quant à la question toujours très sensible des vols de nuit de l'aéroport Paris-CDG, le groupe de travail préfectoral a raisonné à droit constant ce qui n'a pas permis de déboucher sur des restrictions opérationnelles de ce trafic entre 22h00 et 06h00. Le rapport final attendu prochainement ne devrait comporter que des mesures techniques, non susceptibles d'être à la hauteur des enjeux sanitaires de ce problème.

Concernant le dispositif d'aide aux riverains, qui ne constitue qu'un palliatif, rappelons-le, le produit de la Taxe sur les Nuisances Sonores Aériennes a été plafonné afin de favoriser la compétitivité des compagnies aériennes. Ce plafond de la TNSA a engendré un bouchon et des milliers de dossiers en souffrance autour des aéroports parisiens. L'aide aux riverains est désormais planifiée selon des critères de priorité. C'est une remise en cause du droit à réparation prévu dans la loi Royal relative à la lutte contre le bruit de 1992. De plus, l'aide à 100% n'a pas été prolongée au 1er janvier 2015.

Si on se situe au niveau planétaire, malgré les enjeux déclarés de la COP21, le silence est assourdissant concernant la contribution actuelle et future du transport aérien au dérèglement climatique. Aucune mesure contraignante n'a été proposée dans le protocole de Kyoto, qu'en sera-t-il au Bourget fin 2015 ?

L'Etat français, toutes couleurs politiques confondues, ne cesse de faire des promesses aux élus et associations. Citons par exemple la promesse d'une nouvelle plate-forme parisienne, deux fois abandonnée, la promesse faite par le ministre Jean-Claude Gayssot, d'un plafonnement de Roissy à 55 millions de passagers. Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, la promesse de réduire pour 2020, le bruit des avions et les émissions de GES de 50%, et pour la même échéance de réduire les oxydes d'azote de 80%, le vote d'une loi pour réduire le trafic aérien en cas de pic de pollution, loi votée mais jamais appliquée. Citons enfin l'espoir entretenu par trois groupes de travail, entre 2003 et 2014, au sein de la Commission Consultative de l'Environnement de Roissy CdG de réduire les nuisances nocturnes, espoir jamais concrétisé.

Face à cette situation alarmante que l'on pourrait qualifier de bombe à retardement pour l'avenir de l'Île-de-France, que compte proposer le gouvernement français, par le biais du Ministère de l'Ecologie, concerné au premier chef, afin de préserver la santé et la qualité de vie des populations survolées ? Faut-il attendre l'émergence d'un nouveau scandale sanitaire, que l'on peut déjà voir transparaître dans les rapports d'étape de l'étude

épidémiologique SURVOL ? Nous demandons à l'Etat français de jouer son rôle, afin que le développement du transport aérien ne se fasse pas au détriment de la santé de nos concitoyens, afin de remédier à la situation environnementale déplorable autour des aéroports et d'anticiper les conséquences du développement prévisible du trafic aérien. Des mesures réellement efficaces doivent être prises pour protéger les populations de la pollution et du bruit aériens, et ce à court terme. C'est possible, cela se fait ailleurs, en France, en Europe et dans le monde.

Les élus et représentants des riverains réunis ce jour demandent avec force l'arrêt de l'augmentation du nombre de vols et la réduction substantielle des nuisances aériennes en Île-de-France.

- **Allocution des élus et représentants d'associations après échange avec le Ministère**

Nicolas Dupont-Aignan, Député-Maire de Yerres : « Je voudrais vous dire, et je vais passer la parole aux autres, que les Ministres n'ont même pas daigné nous recevoir, les Ministres n'ont même pas daigné vous entendre. Nous avons été reçu par un directeur de cabinet du Secrétariat d'État aux Transports, qui nous a écouté poliment, et qui a été d'un mépris, d'une arrogance, d'une incompétence rarement vu. Il faut avouer que cela ne nous change pas, c'était pareil sous le Gouvernement précédent. Donc les Gouvernements passent, c'est toujours la même histoire qui est racontée. Les Ministres de l'Environnement ne pèsent pas, ils font des conférences, des promesses mais rien ne change, car les vrais décideurs sont ailleurs et on l'a vu vraiment aujourd'hui de manière vraiment insupportable. Je le dis, et je crois que mes collègues sont d'accord quelles que soient nos couleurs politiques, même notre collègue socialiste était très en colère. Mais c'est vrai que nous avons l'habitude. L'habitude de quoi ? D'un rouleau compresseur, qui oublie totalement les populations, et le million d'habitants en Île-de-France qui sont sous les avions. Alors, nous continuerons le combat, je ne vais pas être plus long, je vais passer la parole. Je vous demande d'écouter ceux qui ont été sincères depuis 20 ans, nous nous battons, nous combattons, nous voulons le plafonnement d'Orly à 200 000 mouvements, nous voulons le plafonnement de Roissy, nous voulons le couvre-feu à Roissy et c'est possible, parce que c'est fait à Heathrow et dans d'autres aéroports internationaux, nous voulons anticiper la croissance du trafic aérien en construisant un nouvel aéroport en dehors de l'Île-de-France. C'est la seule solution. Il y a eu des propositions formidables de Didier Gonzales de Villeneuve-le-Roi. Mais vous savez, à la veille de la fameuse COP 21, ils préfèrent la santé des lapins de Picardie ou du Loiret, à la santé des 12 millions d'habitants de l'Île-de-France. Et c'est ça le vrai problème, c'est une fausse écologie, c'est une honte de voir ça. Pendant ce temps-là, nous avons des gens malades, qui dégustent tous les jours un peu plus avec le projet d'agrandissement d'Orly, c'est un scandale absolu. Tout comme l'incapacité des élus de Roissy à se faire respecter pour qu'il y ait le couvre-feu. Merci de votre soutien. Il faudra aller bloquer l'aéroport, c'est la seule solution. Tant que vous ne bloquerez pas l'aéroport, ils ne nous respecteront pas, Mme Royal et Mr Vidalies préfèrent accueillir les Chefs d'État étrangers, ils vont parler de gaz carbone mais complètement oublier la réalité de la pollution. Merci de votre présence à tous et vraiment, combattons ! »

Jean-Pierre Blazy, Député-Maire de Gonesse : « D'abord, il faut vous remercier d'être là, car depuis 20 ans, nous nous battons quelles que soient nos étiquettes politiques dans le sens

de la défense des intérêts légitimes des riverains, non pas contre le transport aérien. Le transport aérien fait partie de l'économie de la Nation, il est nécessaire au développement du pays, il crée de l'emploi, il crée des richesses mais il crée aussi des nuisances. La question est : est-ce que, s'agissant du transport aérien, il y a la possibilité de raisonner en termes de développement durable ? Le développement durable, chacun le sait, c'est trois piliers : l'économie, le social et l'environnement. Appliqué au transport aérien, il y a un déséquilibre évident. La question qui doit être posée, qui est posée aux citoyens, c'est : comment se mobiliser pour se faire entendre ? Vous êtes venus ce soir, ce n'est pas évident, nous avions réfléchi avec les associations pour un rassemblement devant le Ministère de l'Écologie, pour dire que dans la situation dans laquelle nous sommes, il faut qu'il y ait de nouvelles réponses. Les rapports succèdent aux rapports, qu'ils soient parlementaires, qu'ils soient gouvernementaux. Nous y participons, les groupes de travail succèdent aux groupes de travail. Il faut aujourd'hui de nouvelles avancées, il faut une volonté politique. Alors Nicolas Dupont-Aignan a raison de le dire : avant 2012, on n'a pas beaucoup avancé, depuis on n'a pas beaucoup avancé non plus. Je crois que nous sommes tous là pour dire que nous attendons des réponses qui permettent, sur la question à Roissy des vols de nuit d'avoir de nouveaux progrès, non pas, l'interdiction, le couvre-feu comme à Orly mais au moins de nouvelles restrictions car les mesures qui ont été prises il y a des 10 ans, ont eu des effets d'augmentation du trafic avant minuit et après 5h de matin, aboutissant à des perturbations pour le sommeil des riverains plus fortes encore qu'avant. Il faut bien de nouvelles réponses, il n'y aura pas de réponses sans une volonté politique, il n'y aura pas de volonté politique sans la mobilisation citoyenne. La mobilisation citoyenne, elle commence là, elle doit se poursuivre sous des formes à définir ensemble. Ce soir, nous n'avons eu aucune réponse, aucune annonce. Je ne m'attendais pas d'ailleurs à ce qu'il y en ait réellement mais nous avons eu, en plus, à être confrontés à un Directeur de Cabinet insignifiant et si j'avais, en tant que Député de la majorité, un conseil à donner au Ministre, que je soutiens par ailleurs, je lui demanderais de changer vraiment de Directeur de Cabinet, parce que c'est une façon inacceptable d'avoir répondu ce soir à la représentation nationale et aux associations de riverains qui vous défendent. »

Didier Gonzales, Maire de Villeneuve-le-Roi : « Chers amis, nous sommes venus gentiment cette fois-ci avec les associations et les élus, pour porter un message raisonnable au Gouvernement, pour essayer d'être entendus. À cette occasion, j'ai posé la question suivante : qu'est-il prévu pour absorber l'augmentation du trafic aérien que tout le monde prévoit, de plus de 4% par an ? Eh bien, aucune réponse ! Alors ensuite j'ai porté les difficultés plus spécifiques que je connais, des habitants d'Orly. Parce qu'il faut savoir qu'à Orly, nous avons une densité de population la plus importante en Europe et que c'est sur Orly qu'on prévoit de construire une 3^{e} aérogare pour des investissements équivalents à ceux de Notre-Dame-des-Landes. Alors, je me demande pourquoi les habitants de Nantes ont droit à la relocalisation de leur aéroport et que les habitants de la région parisienne n'auraient pas le droit à cette considération. Nous avons besoin d'être entendus sur un avenir autre que celui d'avoir toujours plus d'avions, toujours plus de nuisances, toujours plus de pollution, parce que ce sont des habitants qui sont autour, des habitants qui vivent.

Nous sommes les sacrifiés du lobby aérien qui a ses entrées au Ministère, et qui fait ce qu'il veut avec la complicité d'ADP et de la DGAC. Je vous remercie. »

Jacques-Alain Benisti, Député-Maire de Villiers-sur-Marne : « Quand mes collègues disent qu'on n'a pas eu de réponse, on eu une réponse. Le Directeur de Cabinet nous a dit : faites-nous des propositions ! Eh bien, on va lui en faire. Vous savez que la commission du développement durable s'est saisie du problème des nuisances aéroportuaires. Et j'ai été missionné avec mon collègue, Christophe Bouillon, pour essayer de faire, c'est vrai comme le dit Jean-Pierre, un énième rapport, mais un rapport, qu'on a voulu faire avec des professionnels. Parce que, ce qu'ils attendent véritablement à la DGAC, qui pilote la vraie politique aéroportuaire aujourd'hui, et bien, c'est qu'on leur dise exactement, les propositions et les solutions pour éviter les nuisances. Donc on a travaillé avec des professionnels, des anciens contrôleurs aériens et des anciens pilotes de ligne, qui ont piloté pendant plus de 30 ans, et des contrôleurs aériens qui ont travaillé pendant 30 ans, ou à Roissy, ou à Orly. Donc nous allons faire de vraies propositions. Puisque le Directeur de Cabinet qui représentait le Ministre nous l'a demandé, et bien, on va faire ces propositions. On ne va pas que critiquer mais on va faire ces propositions pour réduire les nuisances. Voilà ce que j'avais à vous dire. Donc la seule réponse que nous avons eue : faites-nous des propositions ! C'est un peu lamentable mais on va prendre justement cette réponse pour effectivement faire de réelles propositions pour réduire les nuisances de toutes les populations qui souffrent le jour et la nuit ! »

Jean-Pierre Enjalbert, Maire de Saint-Prix : « Des propositions, nous en faisons depuis 20 ans ! Nos propositions, elles sont claires, elles sont responsables, elles sont raisonnables. Je suis Maire de Saint-Prix, je suis concerné par les problèmes de Roissy mais on est solidaires avec les questions d'Orly, ce sont les mêmes problèmes. Depuis 20 ans, nous faisons des propositions responsables ! C'est inadmissible aujourd'hui d'avoir été reçus avec un tel mépris, et justement avec cette réponse « faites-nous des propositions ! ». Comme s'ils n'en avaient pas reçu déjà depuis très longtemps. Je voulais porter aujourd'hui les questions de santé. Je suis médecin et c'est cela qui m'intéressait plus particulièrement dans cette délégation. J'ai constaté que les problèmes de logistique, le Ministère les étrille, l'ACNUSA les étrille, les questions de logistique passent avant votre santé. C'est un scandale ! Nous ne sommes même plus dans un devoir de précaution, nous sommes dans un devoir de sauvegarde des populations qui n'est pas appliqué. Je pense aujourd'hui, que l'un des combats que nous devons mener, devra être juridique. Il faudra porter plainte, il faudra se battre, il faudra que nous défendions nos droits fondamentaux, car le droit à la santé est un droit fondamental ! Évidemment, vous le savez peut-être, j'ai porté plainte mais ça doit être l'amorce de ce que nous devons tous faire ensemble. Les Maires, peut-être, peuvent me relayer, les associations et pourquoi pas les citoyens, nous devons mener, comme cela a été dit tout à l'heure, avoir un combat citoyen pour aboutir. Et nous devrons gagner, car nous sommes dans le sens de l'histoire, tout simplement, et nous devons concilier en effet, l'économie et la santé. »

François Durovray, Président du Conseil Départemental de l'Essonne : « Je n'ai pas eu la chance de faire partie de la délégation puisque l'horaire a été décalé ce qui montre le mépris opposé par le pouvoir aux élus et aux habitants qui viennent manifester dignement, pour quelque chose d'assez incroyable. C'est vrai que l'on vit dans un pays extraordinaire. On est

obligé de manifester pour demander d'abord le respect de la loi. Cette loi, elle existe, elle n'est pas respectée dans notre pays, qu'il s'agisse du couvre-feu, qu'il s'agisse du respect des trajectoires, qu'il s'agisse des plafonnements du nombre de mouvements sur Orly. Je parle d'Orly évidemment puisque les problématiques sur Roissy sont de nature différente. Et j'en ai assez, en tant que Président du Conseil Départemental, qu'on oppose systématiquement l'emploi à l'environnement. Il faut, et cela a été dit par les autres orateurs, que nous soyons en capacité, les uns et les autres, en se serrant les coudes, de pouvoir dire que oui il y a des aéroports et c'est normal que dans une région francilienne, il y ait des aéroports, mais que d'une part la région IDF n'a pas forcément vocation à accepter tous les départs, tous les aéroports de la France mais que surtout ces activités économiques doivent respecter les riverains qui vivent en-dessous. Un combat qu'on doit mener au-delà des étiquettes politiques, au-delà des territoires. Il ne s'agit pas d'opposer un territoire à un autre mais il faudra, si le Gouvernement n'est pas capable de nous entendre, il faudra effectivement, comme cela a été dit, descendre, bloquer les aéroports, les bloquer ensemble, et à Orly et à Roissy, pour mettre la pagaille parce que ce sera, malheureusement, le seul moyen de se faire entendre dans ce pays. Alors, je voudrais vous donner RDV très prochainement, car j'imagine qu'avec les associations qui militent à nos côtés, à vos côtés, on soit en capacité de vous proposer un autre RDV. Et si le Gouvernement, effectivement, oppose son mépris aux demandes légitimes des riverains, il faudra qu'on montre les dents et un peu plus ! À très vite »

Luc Offenstein, Président du collectif ANA – Alerte Nuisances Aériennes : « Bonsoir à tous, d'abord un grand merci d'être là, un grand merci aux élus qui nous ont complètement soutenus dans notre démarche, de manifestation et de présentation de nos revendications. Voilà aujourd'hui, on a eu droit à une mascarade, on a été reçus par un Directeur de Cabinet qui nous a bien écoutés poliment et qui nous a dit qu'il n'avait pas grand-chose à nous dire. Ils sont incapables aujourd'hui, le Gouvernement actuel mais les Gouvernements précédents ont fait un peu la même erreur, ils sont incapables de prévoir l'avenir. Aujourd'hui, on va avoir un doublement du trafic avant 2030. Ils ont tous prévu d'utiliser à saturation les 2 aéroports franciliens. La vérité, elle est là ! Ils n'ont pas de plan ! Ça veut dire, plus de 400 000 mouvements sur Orly, ça veut dire pas loin du million de mouvements sur Roissy ! Ça veut dire que déjà on a du mal à dormir, ça veut dire qu'on ne pourra plus dormir du tout. Quant à respirer, ça va être carrément impossible ! Je rappelle à l'ensemble des personnes qui sont présentes aujourd'hui, que l'avion reste un mode de transport complètement indépolluable ! Et on nous parle des voitures, on nous parle des filtres à particules, mais c'est une rigolade. Les avions, ça pollue encore plus parce que kérosène égale gasoil plus 6 additifs extrêmement nocifs qui sont spécifiques à l'aviation. Il faut le dire ! Voilà, il faut le dénoncer. Aujourd'hui, comme l'ont dit nos élus, il a été refusé 2 fois le problème de la 3^{e} plateforme. Personne n'a voulu le prendre en compte. Aujourd'hui les riverains franciliens ne pourront plus accepter une augmentation des nuisances. Ce message-là, ils l'ont refusé. Maintenant, c'est à nous d'aller plus loin. Si jamais ils ont des velléités d'augmentation du nombre de mouvements, que ce soit sur Orly ou sur Roissy, parce que nous sommes au sein

de la Convergence Associative, donc toutes les associations d'Île-de-France, y'a plus qu'une solution, c'est de leur bloquer le système. Je vous remercie de votre attention. »

Dominique Duval, Présidente de France Nature Environnement Île-de-France : « Je suis habillée comme cela, parce que je symbolise la pollution de l'air. Je vais être très brève : la première chose que je veux déjà vous dire, c'est une image. Si vous imaginez la Terre de la taille d'une orange, l'atmosphère respirable n'est pas plus épaisse que la moitié d'une épaisseur d'une feuille de papier. C'est vous dire si notre air est important pour notre survie. Je n'en dirais pas plus sur tout ce qui concerne le transport aérien, Luc en a déjà beaucoup dit et a fait le nécessaire aussi. La seconde chose que je voulais dire, puisque nous sommes tous pas contents, puisqu'on est venu ici quasiment pour rien, puisque tout s'est joué à partir de 17H et non pas à partir de 18H, moi je dis, on est tous des piétons, on a le droit de traverser le boulevard Saint-Germain ! »

Franck Rolland, Europe Écologie Les Verts : « Il est bien évident que j'improvise puisqu'Eva Sas, la Députée, qui devait être présente, s'excuse de ne pas être là, elle est à l'Assemblée Nationale en train de poser des questions à Ségolène Royal, notamment par rapport au thème de cette manifestation. Donc je voulais simplement rappeler le soutien des élus seine-et-marnais, puisque c'est aussi un secteur qui est impacté par l'aéroport de Roissy CDG. Rappeler que nous sommes bien évidemment d'accord sur la question des nuisances et la lutte contre les nuisances aériennes, pour l'arrêt du développement du trafic aérien en Île-de-France, là où, effectivement, il y a débat comme vous le connaissez, c'est qu'on considère que le trafic aérien, globalement en France, ne doit pas augmenter, d'où notre combat à Notre-Dame-des-Landes. Nous pensons qu'il faut relocaliser les activités, qu'il y a d'autres solutions que le tout avion. On est avec vous et depuis très longtemps, sur ce combat contre les effets néfastes des aéroports et du trafic aérien. Merci de votre écoute. »

Lorelei Limousin, membre du Réseau Action Climat : « Comme vous le savez certainement, en décembre se déroulera la COP 21, donc le sommet pour le climat, au Bourget, assez paradoxalement, sur un site aéroportuaire, et encore plus paradoxalement, le transport aérien, c'est le secteur qui échappe à toutes les réglementations sur le climat, qui a été exempté du protocole de Kyoto. Le transport aérien n'était pas inclus dans les objectifs de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. De même au niveau européen, c'est un secteur qui est très peu réglementé. Seules 15% des émissions sont couvertes, à peu près, par le marché des quotas européens. Il n'y a pas de taxes sur le carburant, pas de TVA sur les billets d'avion, donc ce sont tous ces privilèges qui font que le transport aérien augmente à un rythme très soutenu. En France, en Europe, dans le Monde, et ce rythme n'est absolument pas tenable pour lutter contre le réchauffement climatique. Donc ce qu'on demande, nous, Réseau Action Climat, c'est que premièrement, le transport aérien soit inclus dans l'accord de Paris qui sera négocié dans moins d'un mois, que le kérosène soit taxé comme les autres carburants, les autres modes de transport, sachant que c'est le seul moyen de limiter la hausse des émissions de gaz à effet de serre. Et ce sera un moyen d'investir dans les alternatives comme le train. Aujourd'hui, il faut mettre fin à ces incohérences. On demande aussi au Gouvernement Français de se montrer cohérent et exemplaire puisqu'il va présider le sommet sur le climat et que pour l'instant, le transport aérien reste l'un des secteurs les plus intouchables, les plus tabous dans les discussions sur le climat. Voilà, merci. »